

Quel Mali dans vingt ans ?

Comment transmettre l'héritage à défaut de trouver des solutions aujourd'hui !!!

Le monde en crise et particulièrement l'Afrique se posent de nombreuses questions en ce début d'année 2009. Questions sur l'avenir sous plusieurs dimensions : l'avenir économique et financier, les relations sociales que cela conditionne, les rapports de l'homme à la nature, les perspectives des relations internationales et les rapports subséquents entre les nations et les groupes de nations... Ces questions sont d'autant plus prégnantes que les leaders de divers ordres paraissent démunis, déboussolés et finalement incapables d'anticiper ni de prévoir et à fortiori de trouver des solutions rassurantes pour les peuples. Les habitants de la planète, des plus riches aux plus pauvres, semblent vivre cela dans l'incertitude et l'attente de lendemains meilleurs sans pour autant que des signes claires laissent présager de ces lendemains là ! Nous n'arrivons plus à anticiper, à prévoir car cette fois, ce sont les outils de prévision, les règles du jeu qui semblent faussés ! Nous n'osons plus parler de vision ni de stratégie car les fondements et les bases de leur conception sont tous les jours remis en question, souvent par ceux qui les ont établis ! Pourtant, à y regarder de près, la planète et particulièrement l'Afrique ont plus que jamais besoin de vision, de stratégie, de cadres d'action à moyen et long terme afin d'organiser au mieux le vaste ajustement indispensable qui s'impose mais surtout d'emprunter une voie de réformes et de remises en cause régulières permettant de prendre en compte les facteurs à défaut de pouvoir les maîtriser. Nous devons plus que jamais planifier notre progrès car c'est le seul moyen de recouvrer un minimum de souveraineté dans nos actions de tous les jours et un semblant de marge de manœuvre dans la conduite de nos politiques. Nous devons plus que jamais planifier notre progrès car derrière les paravents de la crise économique se profilent des défis autrement plus difficiles à gérer et plus négatifs sur nos sociétés et qui nécessitent un minimum de préparation elle-même basée sur un minimum de prévision. Nous devons mettre au goût du jour la planification, en Afrique et au Mali, non pas pour plaire à un bailleur de fond mais pour mieux exercer notre souveraineté. Pour ce faire, notre planification ne doit pas être conçue en vase clos et présenter une vision nationale et territoriale étreinte mais s'inscrire dans la prise en compte des grands enjeux socio économiques internationaux et africains. Elle doit ensuite faire le point des outils et de l'organisation dont nous disposons pour adapter notre marche à la gestion de ses enjeux et organiser notre appareil institutionnel et administratif à ces réalités. Elle doit enfin se traduire par un dispositif de suivi et de correction réguliers dont la particularité essentielle doit être la réactivité.

Les grands enjeux socio économiques à moyen et long termes auxquels la planète et en particulier les pays les plus démunis vont devoir faire face peuvent être résumés en six importantes interrogations.

La première des interrogations porte sur l'Etat à travers le mode de gouvernance que nous souhaitons et qui puisse répondre aux attentes de tous. Dans un système où les repères traditionnels sont remis en cause, où les modèles de développement qui étaient sanctifiés jadis se discréditent, il est normal de revenir vers ce qui fonde, réglemente et illustre notre vie commune à savoir l'Etat. Derrière cette question se bousculent plusieurs autres aspirations comme la quête de la sécurité physique, matérielle et intellectuelle ; la transparence et l'équité, la justice sociale, la promotion individuelle et collective. Sur un plan supranational, les hommes questionnent également la gouvernance globale et mettent sur la table les questions d'une collectivisation d'un certain nombre de domaines comme la gestion des questions financières transnationales, le pilotage économique et la rénovation des règles, la politique internationale et les rapports entre les pays...Jamais dans l'histoire de l'humanité, nous ne nous sommes autant retournés vers les puissances publiques pour résoudre les problèmes individuels, communautaires, nationaux et internationaux. Ces questions nécessitent pour chaque pays une forte introspection afin de dégager les voies et moyens lui permettant de disposer d'un Etat qui rassure, protège, promeut, accompagne, aide, soutien...Un Etat qui tient compte des urgences d'aujourd'hui mais travaille dans un cadre qui préserve les enjeux de demain. Un Etat efficace et efficient. Un Etat qui gère ce pourquoi il est mis en place mais qui garde plus qu'un œil sur ce qui se passe dans son voisinage et dans le monde pour, le cas échéant, s'organiser afin que le pays se situe toujours dans la mouvance globale et à l'avant-garde des combats globaux. Au Mali, mais également dans les autres pays africains, nous devons urgemment résoudre l'équation de l'Etat qui, loin d'être seulement une accumulation d'institutions mues par des règles méconnues, est surtout la concrétisation de notre volonté de vivre ensemble.

La seconde interrogation majeure concerne les questions de la démographie avec leurs incidences multisectorielles mais particulièrement ardues sur l'aménagement du territoire, la maîtrise de l'eau et des terres agricoles. Il est prévu 1,4 milliards d'habitants en Afrique dans vingt ans dont plus de 60% ayant moins de trente ans contre 1 milliard aujourd'hui soit une augmentation de 40% en moins d'une génération. A l'échelle de notre pays cela fera presque vingt millions de personnes. Il nous faut impérativement anticiper cette situation sous tous les angles, des questions sécuritaires aux questions culturelles en passant par l'éducation, la santé, l'économie, l'occupation du territoire...Le dispositif actuel d'aménagement du territoire se base sur les schémas d'urbanisme des villes à moyen terme mais il n'existe pas de vision au niveau du cercle et encore moins de la région voire du pays. L'évolution des conditions d'exploitation des terres, l'occupation de l'espace et les conflits éventuels entre les habitants et au delà de ceux-ci entre les villages, les communes ne sont pas pris en compte dans la gestion du territoire. Le pays compte 12 000 villages contre 4 000 pour le Burkina Faso (autant peuplé) et moins pour la Côte d'Ivoire pourtant plus peuplé. La population moyenne des maliens par village (autour de 1000 avec certains villages de moins de 100 habitants) ne peut permettre une vie collective productive et inductrice de développement. Il est urgent de se poser ces questions pour apporter les réponses adéquates en une génération. La progression de la natalité, la très faible implication des femmes dans les centres de décision et dans la gestion communautaire, a une incidence sur le flux d'enfants à soigner, éduquer, former, orienter. Ce flux n'est pas suffisamment pris en compte dans les politiques publiques sinon comment comprendre que chaque année plus de mille étudiants sortent encore de la faculté des langues et des sciences humaines alors que nous n'avons pas l'économie et la configuration sociale suffisantes pour en accueillir 50 ?

Cette même affirmation est valable pour plusieurs autres facultés de l'université de Bamako. On pourrait multiplier les exemples de la faible prise en compte de la question démographique ; Or celle-ci est une véritable bombe pour nos pays.

Le réchauffement climatique et les questions énergétiques constituent la troisième interrogation majeure pour nos pays. Le monde est plus que dépendant des sources d'énergie fossiles qui représentent environ 80% des sources d'énergie aujourd'hui (26% pour le charbon, 34% pour le pétrole et 21 % pour le gaz) et seront encore prédominantes dans vingt ans. Or tout le monde sait maintenant que ces sources d'énergie plus consommées par les pays riches (15 tonnes de CO₂ par habitant en Amérique et par an contre 800 kg de CO₂ par an et par habitant en Afrique soit 15 fois moins) dévastent l'environnement en contribuant au réchauffement de la planète. Le réchauffement de la planète a une incidence sur la mousson et donc sur la pluie (les océans chauffent, leur température se rapprochent de celle de la terre, ce qui fait que l'air froid qui vient d'eux n'est plus suffisamment aspiré vers la terre pour faire la pluie), la déforestation pour faire de la place pour la culture ou pour du bois du fait de l'homme accroît la fragilité du sahel et limite également les précipitations (la végétation fait remonter les vapeurs d'eau plus facilement ce qui crée les nuages et donc favorise la pluie, la végétation garde également mieux les rayons de soleil et crée les conditions de température chaude de l'air pour que l'air froid qui vient des océans puissent aller à son contact et créer la pluie). Du fait de la faible volonté des pays nantis de réduire leur consommation énergétique de manière radicale, il est prévu une augmentation de la température au sol en moyenne de 1,1 à 6,4°. Or, selon les experts, une augmentation d'un degré se traduit par la perte financière de 20 dollars pour un paysan du sahel qui a en moyenne 180 dollars de revenus annuels. Autrement dit si on n'y prend pas garde, nos paysans risquent de voir diminuer leurs revenus de 10% au moins dans les années à venir. Nous nous devons de prendre ces situations en compte dans nos prévisions à long terme, de baliser les pistes vers une forte implication des pouvoirs publics à obtenir des pays riches une diminution de leur émission de gaz, à préserver les bassins tropicaux importants, à promouvoir les techniques de production moins tributaires des aléas climatiques, à maîtriser l'eau de manière significative, à soutenir les cultures de filière inductrices d'agro industries et de biocarburants...

La recherche scientifique et les implications socio économiques de la science forment la quatrième grande interrogation que nous devons aborder dans nos questions de planification. Aujourd'hui, le continent représente moins de 1% de la recherche au monde contre 12% de la population. Notre pays est très peu présent sur ce chantier et s'illustre essentiellement par une percée timide dans la recherche contre le paludisme et une autre dans le domaine de la recherche agronomique. C'est le même constat pour les autres pays africains. Or, le progrès de demain se construit dans la recherche d'aujourd'hui aussi bien sur les plans socio culturels qu'économiques. Au niveau national nous avons des efforts importants à fournir en ciblant certains domaines comme la génétique, l'informatique, les techniques de production agro industrielle ou encore la culture et l'archéologie. Nous avons également des efforts importants à fournir pour accompagner toutes les initiatives sous régionales et africaines en matière de recherche scientifique et technologie, de collaboration des laboratoires et des universités, de mutualisation des coûts et des opportunités. La recherche, en particulier la recherche génétique, est un domaine où les africains s'imposent dans de nombreux laboratoires internationaux.

Avec un minimum d'organisation et des moyens combinant apports publics et initiatives privées, il n'est pas impossible d'obtenir des résultats significatifs et économiquement exploitables pour le continent dans les domaines de productions animales et végétales, de lutte contre les maladies, etc. Nous devons porter cette vision au Mali et nous organiser pour arriver à des résultats tangibles aussi bien nationaux, continentaux qu'internationaux.

Les nouvelles technologies d'information et de communication constituent une interrogation à poser mais surtout un formidable atout pour un pays comme le Mali dont la superficie limite fortement le progrès mais que les outils de communication peuvent transformer en un grand cyberspace au sein duquel les habitants, les services, les institutions seraient interconnectés abolissant ainsi la distance et le temps. Grâce à l'évolution des outils et à la baisse des coûts des infrastructures, grâce à la présence d'opérateurs de téléphonie disposant de moyens substantiels, grâce à la bonne volonté de certains partenaires prêts à nous accompagner, notre pays doit pouvoir s'engager dans la voie des autoroutes de l'information et de la communication se traduisant par la couverture de l'essentiel du territoire et d'au moins 95% de la population par des liaisons hertziennes, satellitaires ou de fibres optiques et cela en une génération. Nous devons nous organiser pour désenclaver tous les cercles du pays mais également l'essentiel des communes par des infrastructures de télécommunication adaptées permettant le transfert de la voix, des images et des textes. Nous nous devons de nous organiser pour que les services publics soient interconnectés totalement et soient accessibles entièrement à tous les usagers. L'administration mais également les écoles, les centres de santé, les communes et les autres acteurs publics pour qu'environ 90% des services fournis puissent l'être à travers les réseaux informatiques et de communication. La collaboration entre les administrations, le traitement conjoint des tâches, les réunions et autres rencontres doivent pouvoir se faire sans déplacement physique ou utilisation de supports physiques. Nous devons tendre vers le e-administration et le e-gouvernement et engager le pays vers la e-société. Cette vision, qui doit comporter un aspect sous régional et continental, aura des coûts importants et nécessitera des formations massives. Elle a surtout besoin d'une forte implication politique et devra entraîner des économies substantielles pour le pays.

La grande interrogation suivante que nous devons poser est celle relative à la culture, la diversité, l'identité avec leurs différentes implications comme la question des langues et de leurs impacts dans les domaines scientifiques et de progrès de manière générale. Plus le monde se globalise, plus la question de l'identité devient cruciale. L'interdépendance des nations sur le plan économique pose des questions sur la préservation de la diversité culturelle et identitaire et voit certaines traditions de certains pays qualifiées d'archaïques car ne correspondant pas à l'heure du temps. Nous faisons face à cela depuis la colonisation mais à une plus grande échelle depuis que la planète est devenue un village et que nos propres concitoyens se détournent de nos cultures et traditions. Or la culture et l'identité façonnent plus que jamais nos habitudes de vie et de consommation et conditionnent de ce fait l'économie et la société. Un pays riche culturellement comme le Mali ne devrait pas avoir de souci pour son identité. Certes, mais si nous promouvons nos cultures et nos identités, nous pouvons constituer un cadre de préservation efficace et protecteur de notre identité mais nous permettrons également à nos pratiques ancestrales de connaître un nouvel essor dont les retombées économiques ne seront pas les moindres. Cela milite en faveur d'une stratégie et d'une vision de promotion culturelle qui font actuellement défaut au pays.

Le Mali a plusieurs identités, plusieurs cultures et a été constamment ouvert sur le monde. Ces identités et ces cultures doivent nous servir de pont vers le futur. Leurs illustrations, de l'art à la musique en passant par l'artisanat, la cuisine, l'habillement doivent servir de support à jeter les bases d'une véritable industrie culturelle dans notre pays. Les moyens adéquats, sans commune mesure avec les 5 milliards de FCFA de budget annuel du département de la culture, doivent être alloués à ce combat qui est l'un des plus nobles que nous aurons à mener dans les décennies à venir tant nos pratiques traditionnelles, religieuses, coutumières sont actuellement menacées. Si on y arrive avec intelligence, en utilisant quelques fois les outils de la modernité comme les NTICS, le pays aura un socle complémentaire à l'agro industrie pour entamer un progrès durable.

La dernière interrogation majeure qui constitue un véritable serpent de mer depuis un demi siècle est celle de l'intégration du continent comme la voie par laquelle nous sommes obligés de passer pour assurer à notre continent et aux pays qu'il abrite une période de prospérité continue. Aucun pays africain ne peut s'engager dans un processus de développement durable s'il n'est pas accompagné par un groupe d'autres pays, notamment ses voisins immédiats. Nos marchés domestiques sont étroits et très extravertis, ce qui contraint tout processus d'accumulation de richesses, de capacités productives et de pouvoirs d'achats indispensables aux progrès. Nous sommes condamnés à évoluer ensemble et à nous appuyer sur les potentiels propres à chacun afin de jeter les bases d'une croissance partagée. Les frontières qui ne correspondent à aucune réalité socio économique doivent être rapidement dépassées. La décentralisation et la déconcentration qui l'accompagne doivent être une réalité pour mieux intégrer les populations et asseoir la crédibilité de nos modes de gouvernance tout en constituant un des jalons importants vers l'intégration. La collaboration des régions de pays voisins dans tous les domaines, celle d'organisations communautaires et d'acteurs socio économiques de pays voisins, la fusion des administrations frontalières sont des jalons d'intégration plus porteurs que les grands discours. Dans ces domaines, notre pays qui a inscrit dans sa Constitution l'abandon de sa souveraineté pour la réalisation de l'unité africaine doit être un inducteur majeur de ce processus. Nous devons être inducteurs par l'exemple que nous donnons et par les réformes que nous mettons en œuvre dans ce sens. Nous pouvons être inducteurs par les idées novatrices que nous apporterons lors des rencontres sous régionales et continentales en faveur de l'unité du continent notamment au niveau de grands projets structurants dans les domaines de l'énergie, des technologies de communication, de l'agriculture ou encore de la gestion financière (mutualisation de certaines ressources, financements entre Etats, transferts de ressources, partenariats publics privés au niveau continental...). L'Afrique unie apportera beaucoup aux africains. A nous, au Mali, de manière stratégique, de définir une politique africaine offensive allant très largement au delà des domaines habituels et convenus comme la question des migrants ou la promotion des cadres maliens.

En nous posant ces interrogations majeures et surtout en y apportant les réponses stratégiques dont certaines relèveront de notre pays et d'autres du continent voir de l'humanité, nous remettons au goût du jour les questions de planification et de planification à long terme. Le pays considéré en Afrique comme le mieux organisé et présentant l'un des meilleurs résultats en terme de développement humain ou de productivité économique (Tunisie) est aussi le pays le plus planifié. Ce pays depuis 1955 fonctionne sous des plans quinquennaux de développement et est actuellement entrain de conclure son XI é plan !

Le Mali dispose de certains cadres stratégiques qu'il convient de regarder afin d'apprécier les utilisations qu'on peut en faire sur le chemin de la planification stratégique à l'aune des enjeux planétaires auxquels nous aurons à faire face. Il s'agit d'abord de la vision du Mali de 2025 basée sur une étude prospective, approuvée par un séminaire gouvernemental le 06 décembre 2000 et base de la première version du cadre stratégique de lutte contre la pauvreté. Cette stratégie qui a été montée à partir d'une étude nationale faisant intervenir toutes les composantes de la nation fait ressortir une vision et des stratégies pour atteindre les meilleurs résultats. Elle dégage plusieurs alternatives pour le pays en fonction de la conjonction des facteurs externes et internes déterminants pour le progrès du pays. Elle dégage enfin une stratégie globale basée sur cinq objectifs stratégiques (cohésion nationale, efficacité institutionnelle, diversité économique, cadre environnemental préservé et des ressources humaines de qualité). Sur le plan pratique il existe le programme PRECAGED pour suivre la mise en œuvre de la stratégie 2025 à travers une cellule mise en place pour ce faire. Celle-ci est prolongée dans le cadre stratégique de réduction de la pauvreté. Le CSCRП est conçu sur trois bases que sont la consolidation des acquis de la première variante stratégique en l'occurrence le CSLP, la promotion d'une croissance accélérée et durable fondée sur les atouts du pays et l'intégration des objectifs de développement pour le millénaire (OMD). Les activités prévues dans le cadre de ce programme devrait susciter une croissance d'au moins 7% chaque année sur la période retenue et faire baisser la pauvreté de cinq points (56% à 51% de la population). Les autorités ont retenu quatre orientations stratégiques majeures pour le CSCRП. Il s'agit de maintenir un cadre macro économique sain, de consolider les acquis en matière de réforme du secteur public, de soutenir les infrastructures et la relance du secteur productif et de prendre en compte le développement social. Chacune de ces orientations stratégiques majeures est traduite en orientations spécifiques et en axes d'activités déterminées. Il est prévu un coût global d'environ 5 464 milliards de FCFA financés à hauteur de 64,5% par les ressources internes. Les ressources externes doivent être mobilisées pour le solde. Sur un plan institutionnel, le cadre stratégique fait l'objet d'un pilotage qui se caractérise par la présence de plusieurs instances et d'une structure de suivi. Un comité d'orientation constitue l'instance d'orientation et de suivi stratégique. Il est accompagné par une commission mixte Mali – partenaires techniques et financiers et par le comité de pilotage qui constituent des instances de suivi rapproché. Un secrétariat technique du CSCRП est chargé de la coordination et du suivi quotidien de la mise en œuvre des activités. Il appuie des groupes thématiques chargés des différents objectifs spécifiques du programme (développement social, secteurs productifs, gouvernance, cadre macro économique). Le programme est assorti d'indicateurs de mesures que le système statistique national doit pouvoir produire afin d'alimenter les réflexions des acteurs engagés dans le processus. Le programme de développement économique et social, résumé des propositions du chef d'Etat quand il sollicitait la confiance des maliens en 2007, complète nos cadres de planification stratégique. Il n'est pas différent du CSRP et contient les mêmes objectifs. Le PDES se base sur six ambitions importantes : Produire davantage ; Distribuer équitablement les fruits de la croissance ; Investir dans l'avenir ; Moderniser la société ; Consolider les acquis du premier mandat et insuffler un nouvel état d'esprit et un nouvel élan avec des femmes et des hommes entièrement dévoués à la cause nationale. Ses ambitions se traduisent dans les axes prioritaires qui ont été développés. A ces cadres s'ajoutent de nombreux programmes sectoriels contenant des objectifs à moyen ou long terme. Ce dispositif forme les cadres de planification des activités nationales par les autorités.

D'autres outils sont utilisés sur un plan opérationnel comme le programme triennale des investissements, le budget spécial des investissements...

Il nous revient de rendre notre dispositif plus opérationnel en allant vers une plus grande mise en cohérence des cadres stratégiques d'actions vers l'instauration d'un dispositif national unique qui tiendrait compte de ce qui existe mais aussi des enjeux majeurs décrits précédemment. Il conviendrait ensuite de diffuser ce cadre au sein de l'ensemble des composantes et services de la nation. Il nous appartient ainsi de nous approprier d'un processus de planification unanime reposant sur des acteurs et structures aux rôles clairement définis et dotés de moyens adéquats et servis par des outils opérationnels. Ces outils doivent donner la part belle à la fonction de planification et à la fonction de statistique. Les ressources humaines et matérielles employées dans ces fonction doivent être suffisantes et présenter des garanties solides sur les plans quantitatif et qualitatif. En ce qui concerne la fonction statistique, nous devons tendre vers une autonomisation des services impliqués gage de la crédibilité des chiffres présentés et de la fiabilité des données utilisées. Sur un plan institutionnel, il est opportun de réfléchir à la mise en place d'un département de souveraineté et chargé des questions transversales liées à la perspective, à la planification et à la coordination des services publics impliqués dans la gestion de ces questions stratégiques. Les services de planification, d'aménagement du territoire, de la gestion de la population, d'urbanisme, les cellules techniques de suivi des cadres stratégiques de développement doivent tous agir au sein de ce département. Il doit également en être des services impliqués dans la promotion des nouvelles technologies d'information et de communication. Une structure comme l'AGETIC qui a participé à la définition de la politique nationale de promotion des TICs et qui peine à la mettre en œuvre en raison essentiellement de sa situation hiérarchique doit pouvoir revêtir un caractère transversal au sein de ce département. Ce ministère se chargera ensuite de concevoir, mettre en œuvre et vulgariser le dispositif d'opérationnalisation de nos cadres stratégiques permettant de situer en temps réel leur exécution, identifier les ressources allouées et leur utilisation, découvrir les goulots d'étranglement, susciter les mesures de correction et traduire immédiatement les impacts de la réalité sur les prévisions. Notre planification doit gagner en réactivité en se densifiant, cela sera un des défis majeurs qu'il relèvera en plus d'imposer à tous les acteurs socio économiques, privés et publics, l'obligation de rendre compte et de situer en perspective toute initiative prise en référence à un cadre d'évolution préétablie.

Revenir aux plans de développement ne relève pas d'un retour vers le passé mais d'une démarche pour nous approprier notre futur à défaut de pouvoir le maîtriser. Nous n'allons sans doute pas arriver à faire de notre pays un dragon d'Afrique à court terme, mais en nous organisant et en jetant systématiquement notre regard au delà d'une décennie nous arriverons quelque peu à nous doter d'outils et de capacités d'anticipation permettant au Mali de sortir plus vite et mieux des crises que d'autres et sans doute d'amortir plus facilement les chocs que d'autres. Nos enfants et petits enfants nous seront gré de cet héritage là !

Moussa MARA
moussamara@moussamara.com